

INTÉGRISME CATHOLIQUE ET EXTRÊME DROITE EN FRANCE. LE PARTI DE LA CONTRE-RÉVOLUTION (1945-1988)

Jean-Yves Camus

Editions Hazan | « Lignes »

1988/3 n° 4 | pages 76 à 89

ISSN 0988-5226

ISBN 9782877360203

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-lignes0-1988-3-page-76.htm>

!Pour citer cet article :

Jean-Yves Camus, « Intégrisme catholique et extrême droite en France. Le parti de la contre-révolution (1945-1988) », *Lignes* 1988/3 (n° 4), p. 76-89.

DOI 10.3917/lignes0.004.0076

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Hazan.

© Editions Hazan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

JEAN-YVES CAMUS

**INTÉGRISME CATHOLIQUE ET EXTRÊME
DROITE EN FRANCE
LE PARTI DE LA CONTRE-RÉVOLUTION (1945-1988)**

Le terme de catholique « intégriste » est communément employé pour désigner cette tendance marginale de l'Église qui refuse les enseignements du concile Vatican II, tant liturgiques que doctrinaux, et reste attachée à une interprétation fixiste du dogme, refusant toute modernisation ou compromission avec l'esprit du siècle. Le mot « traditionalisme », souvent employé comme synonyme, désignerait plutôt à mon sens un catholicisme intransigeant dans le domaine de la pratique cultuelle (usage du latin, Ordo Missae de saint Pie V) mais moins engagé idéologiquement, et le plus souvent fidèle à la hiérarchie romaine. Le courant intégriste qui nous intéresse ici n'est cependant pas né de Vatican II, et il est facile d'identifier depuis la Contre-Réforme des organisations, réseaux informels ou individualités s'y rattachant, par exemple la Congrégation des Chevaliers de la Foi sous la Restauration, le Sodalitium Pianum (la « Sapinière ») entre 1909 et 1921 (1), puis certains religieux favorables à l'Action Française. En 1946, le cardinal Suhard définissait l'intégrisme comme « la tendance à ramener l'Église à son aspect immuable et intemporel » ; d'autres l'ont assimilé simplement à une « mentalité de droite ». Plus

(1) Sur la « Sapinière », lire Emile Poulat, *Intégrisme et catholicisme intégral*, Castermann, 1969.

exactement, je souhaite mettre en évidence la corrélation entre intégrisme et Contre-Révolution, ainsi que quelques éléments de la filiation idéologique dont se réclame la postérité de la droite légitimiste que René Remond définit comme une des trois composantes de cette famille politique depuis la Révolution de 1789.

Le catholicisme monarchiste et intransigeant a subi depuis deux siècles une série de revers historiques qui l'ont progressivement marginalisé. Ecrasé par la Terreur révolutionnaire, il est encore réduit par le Concordat de 1801 qui provoque la séparation de la « Petite Eglise » (2). Sous la Restauration, il s'apparente au parti « ultra » dont l'influence culmine entre 1824 et 1827 avec la Chambre retrouvée et le ministère Villèle. Il connaît alors son apogée intellectuelle avec, dans la lignée de Joseph de Maistre, ces théoriciens de la Contre-Révolution que sont Bonald, Montalembert, le premier La Mennais, auxquels il faudrait ajouter le philosophe espagnol Donose Cortes. La disparition progressive du clergé formé sous l'Ancien Régime et des bases sociologiques naturelles de l'ultracisme le rendent plus minoritaire encore sous le Second Empire, malgré l'influence d'un cardinal Pie et du journal *L'Univers* dirigé par Louis Veillot. L'échec de la restauration du comte de Chambord, le Ralliement et la naissance du « Sillon » sont autant de coups portés à son rayonnement. Déjà la hiérarchie romaine, soucieuse de pouvoir négocier avec le pouvoir d'Etat, adopte à l'égard des autorités françaises une attitude de compromis qui la conduit à désavouer ceux des siens (par exemple les laïcs et les religieux séduits par l'Action Française) qui réclament le retour à la monarchie et la fin de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'intégrisme se trouve donc dans la situation critique de s'abriter derrière des pontifes qui, Pie X excepté, le désavouent. De plus, lui qui croit voir dans chaque épreuve nationale le signe providentiel d'une

(2) La « Petite Eglise », refusant le Concordat, perdit petit à petit ses prêtres sans en ordonner d'autres. N'ayant rien ajouté, ni rien retranché au dogme, ne consacrant pas d'évêques, elle n'est pas schismatique. Deux noyaux subsistent, de sensibilité royaliste, l'un dans le bocage vendéen, l'autre à Lyon.

Rédemption imminente voulue par Dieu, subit une série de revers politiques : il ne sait pas tirer parti de la défaite de 1870, connaît la faillite de la politique d'ordre moral puis en 1926 la condamnation de l'Action Française et enfin, le naufrage de la « Révolution Nationale » sous Vichy. Ainsi, désavoué tant par l'Histoire que par l'Eglise qu'il prétend incarner, l'intégrisme se constitue en « contre-culture » à l'intérieur du catholicisme, tombant souvent dans un catastrophisme, voire un quiétisme, qui l'opposent directement au « politique d'abord » de Maurras. Il s'agit bien d'un phénomène de contre-acculturation répondant à la sécularisation croissante des valeurs politiques et morales.

I. De la Libération à la guerre d'Algérie : la renaissance

La période 1945-1956 est, pour l'extrême-droite et l'intégrisme, celle de la recomposition. A cette époque se créent plusieurs groupes et revues qui font partie de l'héritage intellectuel de l'Action Française (3), Charles Maurras lui-même ayant retrouvé, sous l'influence de l'abbé Cormier, la foi catholique lors de sa détention. C'est par exemple dans *Aspects de la France*, qui succède en 1947 au défunt quotidien royaliste, que l'abbé Georges de Nantes tient jusqu'en 1952 la chronique religieuse, après que Pierre Boutang l'ait introduit au journal. C'est encore parmi les anciens élèves du R.P. Le Floch au Séminaire français de Rome, dans les années 20, que se recrutent majoritairement les rédacteurs de la *Pensée catholique*, dirigés par l'abbé Luc J. Lefèvre. Or le père Le Floch fut relevé de ses fonctions en 1927 à cause de ses sympathies pour l'Action Française, et il semble qu'il ait fortement influencé un autre de ses séminaristes, le futur monseigneur Lefebvre (4). Cependant les deux groupes les plus importants sont alors la « Cité catholique », de

(3) Sur ce point l'article de Raoul Girardet, « L'héritage intellectuel de l'Action Française », *Revue française de Science politique*, oct.-déc. 1957.

(4) Lire l'article de Jacques Maître, « Le catholicisme d'extrême-droite et la croisade anti-subversive », *Revue française de Sociologie*, vol. II, 1961, p. 106-116.

Jean Ousset, et le « Mouvement pour l'Unité » de Georges Sauge. En 1946, reprenant le travail doctrinal déjà effectué sous Vichy par « Jeune Légion », Ousset fonde ce qui prend, en 1949 le nom de « Cité catholique », et publie la revue *Verbe*. Organisation quasi secrète, la « Cité » prendra son essor lors du conflit algérien. Le « Mouvement pour l'Unité », fondé avant-guerre par un religieux, fournira à Georges Sauge le cadre idéologique du « Centre d'études supérieures de psychologie sociale », institut de formation spécialisé dans l'analyse des méthodes et de l'idéologie communistes, et qui se fera également connaître pendant la guerre d'Algérie.

Dans l'ensemble, les cadres de l'intégrisme français dans l'immédiat après-guerre sont passés par divers groupes non collaborationnistes, inféodés à l'idéologie de « Révolution Nationale », qui reprenait certaines de leurs valeurs : retour à la terre, corporatisme, antimaçonnisme. Touchés par l'épuration, ils n'ont véritablement commencé à se structurer que vers 1954-56, date à laquelle paraissent des revues fondamentales comme *Itinéraires* (1956) de Jean Madiran, ou *L'Ordre Français*, de Pierre Debray.

Ce sont les événements d'Indochine et d'Algérie qui vont donner à l'intégrisme l'occasion de déborder son public traditionnel, et d'atteindre une audience que n'auront pas les mouvements d'extrême-droite plus politiques, à l'exception de « Jeune Nation ».

II. La guerre d'Algérie et la « croisade antisubversive »

La période 1954-62 est caractérisée par la pénétration des idées de la Cité catholique en milieu militaire, particulièrement parmi les officiers stationnés en Algérie et ceux affectés au 5^e Bureau d'action psychologique du colonel Lachroy. Après la défaite de Diên Biên Phú, nombre d'officiers attribuent l'échec français à l'impréparation psychologique de l'armée et à sa méconnaissance de l'idéologie, comme de la stratégie, communistes. La déroute d'une armée conventionnelle face à la guérilla ne paraît explicable que par le « conditionnement 'des populations », fondement de la

guerre populaire appliquée par le Viêt-minh. Jamais les militaires n'avaient évalué à ce point l'impact de la propagande sur l'issue d'un conflit : conscients de la faiblesse de leur réflexion, et persuadés d'avoir été « bradés » par les civils, ils sont à la recherche d'une idéologie aussi cohérente, exhaustive et efficace que le marxisme, qui serait un rempart face à la « subversion ». Un livre comme *Pour qu'Il règne*, de Jean Ousset (préfacé par Mgr Lefebvre), qui se veut porteur d'une « doctrine catholique de l'action politique et sociale », fournit aux doctrinaires de la contre-subversion une justification théologique et morale à deux pratiques contraires à la tradition militaire française : la torture et l'activisme. Il en résulte une véritable doctrine de « sécurité nationale », exportée avec succès, notamment en Amérique latine (5). L'intégrisme permet aux officiers de subordonner les moyens à la fin, qui est l'instauration d'un « ordre naturel et chrétien » tenu pour le Bien. Imprégné d'un esprit de croisade, il présente comme implacable et éternel le combat entre cet ordre naturel et la Subversion, qui émane de la révolte humaine contre la volonté divine. Il définit comme un devoir la lutte contre, et la dénonciation de la subversion, légitimant du même coup non seulement certains procédés de renseignement, mais la révolte militaire contre l'autorité. En effet, si le pouvoir civil ou militaire tombe sous la coupe de la subversion, le devoir des officiers est de défendre les valeurs supérieures de l'intérêt national. Dans le même ordre, c'est par la théorie du tyrannicide que Bastien-Thiry justifie devant ses juges son intention de tuer le chef de l'Etat. On assiste donc, malgré les mises en garde successives de certains évêques contre la « Cité » (Mgr Duval en 1956 ; Mgr Guerry en 1961) à une véritable substitution des organismes privés de formation aux services spécialisés de la Défense nationale, les revues militaires ouvrant leurs colonnes aux officiers intégristes qui organisent dans leur unité, sur le modèle communiste, des « cellules » qui doivent rester clandestines. La « Cité » poursuit parallèle-

(5) Joseph Comblin, dans son livre *Le Pouvoir militaire en Amérique latine : l'idéologie de la sécurité nationale* (Ed. Delarge, Paris, 1977) signale l'influence de Trinquier et Château-Jobert en Argentine.

ment, en milieu universitaire, ou dans les professions libérales, son œuvre de formation des « mille », élite de militants dévoués et motivés qui doivent, disséminés dans la société civile, devenir les cadres de la contre-révolution. Cette action discrète par « capillarité » est complétée par celle, plus « publique » du C.E.P.S. de G. Sauge, après le 13 mai 1958.

L'influence intégriste en milieu militaire dépasse toujours celle des groupes proprement politiques qui se réclament du « Christ-Roi ». Après l'instauration à Alger du Comité de Salut Public, un de ses membres, le D^r Bernard Lefebvre, fonde le « Mouvement pour l'instauration d'un ordre corporatif » qui donne naissance au « groupe de Madrid » (colonel Argoud, Pierre Lagaille), lequel prône le retour au corporatisme et aux anciennes Provinces historiques dans un cadre monarchique. Il n'aura guère plus d'audience que le « Mouvement populaire du 13 mai » (M.P. 13) de Robert Martel, le « chouan de la Mitidja », qui tente d'attirer Salan, pendant sa clandestinité, vers un mysticisme souvent délirant. L'O.A.S. d'ailleurs, dans sa quasi-intégralité, reste un mouvement areligieux, républicain, recrutant au-delà des clivages politiques. Seul le colonel Château-Jobert, sous l'influence de Martel, et le réseau France-résurrection de Bouyer se rattachent à la contre-révolution. Dans les années de l'après-guerre d'Algérie, les groupes que nous avons rencontrés connaîtront des évolutions divergentes : de l'antigaullisme, Sauge passera, en 1969... au socialisme, soutenant la formation du parti socialiste et François Mitterrand ! La Cité catholique devient en 1965 une organisation connue sous le nom abrégé d'Office, implantée dans les milieux socio-professionnels et dans le domaine de l'enseignement (Action familiale et scolaire). Elle inspire un mouvement comme « Laissez-les vivre », mais abandonne en 1975 toute référence au catholicisme intégral au profit du « sociabilisme » et prend le nom d'« Ictus ».

III. Tendances actuelles de l'intégrisme catholique

La principale faction est celle de Mgr Marcel Lefebvre, la « Fraternité sacerdotale Saint-Pie X », qu'il a fondée en Suisse en novembre 1970. Cet évêque missionnaire appartient au groupe des prélats qui, derrière Mgr Castro Mayer (du Brésil) ou l'Italien Mgr Carli, ont refusé d'avaliser les réformes de Vatican II, considérées comme une rupture avec l'enseignement de deux mille ans de tradition catholique. Comme il l'explique dans un de ses livres, Lefebvre « refuse de suivre la Rome de tendance néo-moderniste et néo-protestante qui s'est manifestée clairement dans le concile Vatican II et dans toutes les réformes qui en sont issues » (6) notamment la réforme liturgique, la collégialité épiscopale, le dialogue interconfessionnel, et surtout la liberté religieuse qui donne « le même droit à la vérité qu'à l'erreur » (7). Hostile à l'œcuménisme qu'il confond souvent avec le syncrétisme, il souhaite redonner à l'Eglise sa fonction de religion d'Etat, sa vocation missionnaire, et donne en modèles les régimes de Franco, Salazar ou Pinochet. Situait l'origine des maux contemporains dans la Révolution française, il croit au complot conjoint de la franc-maçonnerie, de l'esprit des Lumières et du clergé « progressiste » pour expliquer celle-ci, s'inspirant en cela de Barruel et Robinson. Ses jeunes disciples, relayés en cela par un journal comme *Présent*, professent aussi un antijudaïsme à la fois religieux et économique qui souhaite démontrer l'origine communément « juive » du libéralisme et du communisme, allant en tout cas plus loin que l'antijudaïsme préconciliaire, proprement théologique (cf. par exemple le livre de Denise Judant, *Judaïsme et christianisme*, Ed. du Cèdre).

(6) Lettre aux membres de la Fraternité Saint-Pie X, citée par *Itinéraires*, janvier 1975.

(7) Mgr Marcel Lefebvre, *Un évêque parle*, p. 196.

(8) Sur la « subversion dans l'Eglise » : Marc Dem, *Evêques français, qu'avez-vous fait du catéchisme ?* ; Henry Coston et al. : *Infiltrations ennemies dans l'Eglise* ; Hugues Kéraly : *Présence d'Arius* ; Arnaud de Lassus : *La Théologie de la libération*, etc. Tous ouvrages diffusés par Diffusion de la Pensée Française.

Depuis l'occupation de l'église Saint-Nicolas-du-Char-donnet par l'abbé Ducaud-Bourget en février 1977, le combat de Mgr Lefebvre est soutenu par la plupart des groupes politiques d'extrême-droite (Parti des Forces Nouvelles, puis Front National, Restauration Nationale) en fonction de son contenu anticommuniste et de la véritable haine que vouent les nationalistes aux catholiques progressistes. *Aspects de la France*, le *National* puis *National-Hebdo* et *Présent* sont vendus à la sortie des offices dominicaux, et l'évêque d'Écône a appelé à voter pour le Front National. Mais ce choix paraît purement tactique, en raison des vues communes professées avec le Front sur des problèmes de société comme l'avortement, le rôle de la famille, la liberté scolaire, l'hostilité à l'islam. Encore faut-il noter que par liberté scolaire, le Front entend plus « enseignement privé », et Écône « enseignement catholique », y compris par tutelle de l'Église sur les écoles publiques... De plus, le Front National, qui depuis sa création en 1972 comprend à la fois des éléments venus de la « Nouvelle Droite » néo-païenne, du nationalisme révolutionnaire et de la droite conservatrice, ne peut sans préjudice électoral accepter d'être trop marqué par l'intégrisme. Ses intérêts divergent donc de ceux de la Fraternité, dont nombre de fidèles privilégient l'action proprement spirituelle et refusent l'acceptation par le F.N. des institutions démocratiques, ainsi que sa propension à ne voir dans l'Église qu'un facteur d'ordre social, de cohésion nationale, de culture commune. Il n'existe donc pas en France de véritable mouvement politico-religieux doté d'une certaine assise, malgré la tentative de l'abbé Georges de Nantes, qui veut transformer la « Contre-Réforme catholique » qu'il anime depuis vingt ans en « Phalange ». Considérée par Rome comme une secte, la C.R.C. aspire à l'instauration d'une « dictature de salut public » comme prélude au rétablissement de la monarchie. L'engagement, en 1942, de son fondateur dans les Chantiers de Jeunesse explique la constante admiration vouée au maréchal Pétain. Mais malgré ses qualités de théologien thomiste, l'abbé de Nantes, lui aussi *suspens a divinis*, n'offre aucune perspective politique, si ce n'est l'attente d'une nouvelle « divine surprise » qui mettrait fin au complot universel qu'il dénonce de façon

monomaniacque, fustigeant le communisme, la franc-maçonnerie, le mondialisme et notamment la Trilatérale, mais surtout le judaïsme, inspirateur désigné de tous les maux. A cet égard et plus encore que Mgr Lefebvre, la C.R.C. professe une vive antipathie pour Mgr Lustiger qu'elle ne nomme que « Jean-Marie Aaron Lustiger » pour souligner son origine juive. La C.R.C. est si hostile au Pape qu'elle ne le considère même plus comme tel, et tombe ainsi dans ce qu'on appelle « sedevacantisme », croyance dans la vacance du Pontificat.

Il existe cependant au sein du Front National, constitué en faction quasi autonome, un groupe national-catholique qui a choisi l'entrisme dans la « droite nationale », c'est « Chrétienté-Solidarité », dirigé par le député européen Bernard Antony, alias Romain Marie, dont les rapports avec le F.N. sont à peu près semblables à ceux entretenus par les intégristes italiens avec le M.S.I. (9) : réticences doctrinales, mais soutien tactique. Romain Marie, comme les actuels dirigeants frontistes Stirbois, Baeckeroot, Bergeron ou Collinot s'est formé dans le mouvement « solidariste » des années 1965-70, lequel prônait une confuse idéologie de « troisième voie » entre capitalisme et marxisme, fortement imprégnée d'anti-américanisme et soutenant, par des actions spectaculaires, les dissidents des pays de l'Est. Certains militants, revenus au catholicisme par l'intermédiaire de groupes comme « Vecteur », à Toulouse, ou sous l'influence de Louis Jugnet et Pierre Arnaud à l'université, fondèrent en 1975 à Castres le mensuel *Présent*, organe du « Rassemblement des Energies pour la Chrétienté ». Rejoints en 1976 par des « chefs de cercle » de la Contre-Réforme catholique qui refusaient le schisme, ils furent particulièrement virulents lors de la campagne contre la loi Veil, que *Présent* comme *Le National* dénoncèrent comme un « génocide du peuple français », la politique volontaire de dénatalité devant appuyer l'arrivée massive des immigrés non chrétiens. Dès son origine, *Présent* fit usage d'un antijudaïsme du

(9) Sur l'influence de Mgr Lefebvre en Italie : Giovanni Tassani, *La nuova destra e le trasformazioni ideologiche del neo-integralismo italiano*, Testimonianze, janvier 1977, p. 257-68.

genre allusif, se spécialisant dans le recensement des personnalités politiques ou médiatiques d'origine juive, ou supposée telle, pour défendre la thèse d'une omnipotence du « lobby juif ». La construction du mouvement politico-religieux se fit ensuite en quatre étapes : en 1980, fondation du « Centre Charlier », à vocation culturelle, qui organise annuellement une université d'été où interviennent le philosophe royaliste Gustave Thibon, Jean Madiran, principal théologien laïc de l'intégrisme, ou Jacques Ploncard d'Assac, qui travailla sous Vichy au dépouillement des archives maçonniques ; le 30 novembre 1980 se tint à Paris la première « Journée d'Amitié française », en présence de Le Pen, sorte de carrefour annuel de l'extrême-droite au-delà du cadre intégriste (10). Enfin sont créés les Comités Chrétienté-Solidarité eux-mêmes et, en 1984, l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française (A.G.R.I.F.), organisation qui opère un retournement parfaitement total du discours antiraciste traditionnel pour réclamer l'abolition de la loi Pleven et la répression du « racisme antifrçais » comme de la « discrimination » anticatholique. Les comités, qui confondent identité française et catholicisme, précisent de la sorte dans leur programme leur pensée : « A peuple catholique, lois catholiques (...) L'Etat de salut national accomplira d'autant mieux son œuvre de rénovation si l'Eglise catholique, sortant de son effroyable crise et ayant triomphé de la subversion qui la mine, reprend son apostolat et concourt à sauver la France en la ramenant à la fidélité, aux promesses de son baptême. » (11) Lors de la « Journée d'Amitié française » de 1983, certains orateurs ont été particulièrement explicites dans la dénonciation des responsables de la perte d'identité chrétienne, s'en prenant aux « quatre superpuissances qui colonisent la France, le marxiste, le maçonnique, le juif, le protestant, que symbolisent les ministres Fiterman, Hernu, Badinter et Rocard » (12). Dans cette optique, le sort des

(10) Le très « antisioniste » groupuscule de Pierre Sidos, l'Œuvre française, y fut quelquefois présent, comme Henry Coston, spécialiste du « complot judéo-maçonnique ».

(11) *Chrétienté-Solidarité* n° 13, février-mars 1984.

(12) *Le Monde*, cité par Serge Dumont, « Le système Le Pen ».

minorités religieuses ne peut être, comme l'écrit R. Marie à propos des juifs, que la conversion ou l'assimilation, ou le rejet de la communauté nationale. « Mon refus de l'antisémitisme, écrit-il, ne m'empêche pas d'être hostile aux tendances du judaïsme qui s'opposent au fait national, et notamment à l'Etat d'Israël (...) Je ne vois pas pourquoi l'assimilation est un danger. Etre à la fois juif et français à part entière, et donc totalement assimilé, ne me paraît pas chose inconvenante. » (13) Israël et le sionisme sont alors d'autant plus respectables que, faisant disparaître les communautés de diaspora, ils vident de sa substance le « problème juif »...

Embarrassant pour le F.N., « Chrétienté-Solidarité » s'est pourtant trouvé conforté dans ses positions par l'évolution de Le Pen lui-même, dont les propos sur la Shoah (affaire dite du « détail ») sont de la même veine que ceux de la journée d'amitié (?) française. De plus, Romain Marie a aidé le Front à nouer des liens avec la fraction la plus réactionnaire du clergé, voire avec Rome, provoquant en avril 1985 au Vatican la rencontre de son président avec Jean-Paul II, destinée à remédier aux faibles scores réalisés dans les régions de forte pratique catholique, Alsace exceptée. C'est pourquoi Chrétienté-Solidarité n'a pas approuvé le schisme d'Ecône, tentant au contraire de retenir les intégristes au sein de l'Eglise. Une ligne de fracture qui semble durable traverse donc actuellement les comités comme le F.N. ou le Mouvement de la Jeunesse catholique française (M.J.C.F.) : les « politiques » pensent ne pouvoir utiliser le capital que représente l'intégrisme que s'il existe une tension, mais non une rupture avec Rome ; les « religieux »

(13) *Chrétienté-Solidarité*, avril 1985, p. 17. Romain Marie dédie ce numéro à « son ami André Cohen » ; il est assisté, dans le mouvement, par Judith Cabaud, juive convertie comme l'était d'ailleurs Denise Judant, dont le livre *Judaïsme et christianisme* se vit refuser l'imprimatur par l'épiscopat. Conversion et assimilation, voire naturalisation, vont de pair dans l'optique maurrassienne et intégriste. Cité par Oscar L. Arnal dans *Ambivalent alliance : the catholic church and the Action Française* (University of Pittsburgh Press, 1985) un dirigeant royaliste parle d'ailleurs de la conversion de sa femme au catholicisme comme de l'abandon « d'une religion étrangère » (p. 190).

rompent avec la perspective d'action militante, quitte à se constituer en contre-Eglise sectaire.

IV. Mysticisme et providentialisme de l'intégrisme

Divers groupes, croyant que l'emprise de la Subversion est telle que l'action humaine n'offre plus guère d'espoirs, choisissent de se réfugier dans l'attente providentielle, soit de l'événement cataclysmique qui précéderait la fin des temps (par exemple un nouveau conflit mondial) soit du sauveur, dictateur ou monarque, qui redonnerait à la France repentie sa vocation de « fille aînée de l'Eglise ». Très minoritaire mais vivace depuis la Révolution, cette tendance tend à se confondre avec le courant légitimiste du royalisme, et a repris vie après l'échec de l'O.A.S. vers 1963-64. A cette époque, l'extrême-droite se divise entre « activistes » (Occident), théoriciens (Europe-Action, dont sortira le G.R.E.C.E.), « politiques » (Comités Tixier en 1965) et enfin « mystiques », autour de Château-Jobert et de son « Mouvement contre-révolutionnaire » (M.C.R.). Pour eux, la victoire de la subversion, la décadence nationale, sont des châtiments divins. Le repentir ne peut venir que de la prière, de la conversion, de l'isolement par rapport aux perspectives politiques. Ils lisent les événements à venir par l'intermédiaire des révélations de La Salette ou de Fatima, avec une prédilection pour cette dernière qui voit dans la conversion de la Russie l'annonce de la victoire finale, mais aussi en prenant en compte les révélations privées, qui d'ailleurs ne s'imposent pas au croyant. Ils prévoient l'apocalypse prochaine, comme dans ce texte intitulé « Vers la guerre et l'anarchie mondiale » (1965) qui impute au « complot synarchique » et aux « sionistes » la volonté de déclencher une guerre pour asseoir un gouvernement mondial, ou dans les « Réflexions sur l'ennemi et la manœuvre » de Jean Vaquié (1963). Celles-ci, récemment rééditées par le mensuel *Lecture et Tradition* (avril 1988), prévoient « que les Soviétiques qui auront pénétré en France, en libérateurs comme d'habitude, présideront à une sorte de guerre civile plus ou moins officialisée, qui pourrait être en grand ce que

l'épuration a été en petit (...) l'occupation soviétique sera sans doute en même temps une occupation musulmane ». Une telle philosophie, après avoir séduit quelques jeunes catholiques groupés autour du journal *Poitiers-Université* devait présider au lancement en 1967 du centre de Chiré qui édite aujourd'hui *Lecture et Tradition, Lectures Françaises* et diffuse plusieurs centaines d'ouvrages contre-révolutionnaires par une librairie spécialisée.

Politiquement, la plupart de ces mystiques est monarchiste, mais ne peut accepter la philosophie du comte de Paris, et notamment son soutien au gaullisme. Soutenir le prétendant espagnol des légitimistes, Alphonse de Bourbon, leur est donc d'autant plus facile que celui-ci n'a jamais transigé sur les principes antirépublicains, et qu'il ne possède aucune chance de revenir sur le trône. Intransigeance idéologique et fidélité dynastique caractérisent ces « émigrés de l'intérieur » qui croient, comme le marquis de La Franquerie, à la « Mission divine de la France », et conçoivent les deux siècles nous séparant de la Révolution comme une parenthèse qu'il convient de refermer. Le courant légitimiste, même lorsqu'il ne sombre pas dans ce providentialisme, connaît depuis une dizaine d'années un renouveau certain autour d'un petit cercle d'universitaires dont la revue, *La Légitimité*, est plus érudite que militante. Il s'agit essentiellement d'une pensée de la décadence. Mais là où Evola, par exemple, produit des enseignements proprement politiques qui ont mené une partie des extrémistes italiens à l'activisme armé contre le système, les doctrinaires de la contre-révolution acceptent tout juste de conseiller à voter pour le F.N., s'abstenant même de prendre parti entre les factions de l'intégrisme, pour se consacrer à l'écriture d'une « contre-Histoire ». Jean Lombard, avec « la face cachée de l'histoire moderne », Coston, avec *Les causes cachées de la Deuxième Guerre mondiale* donnent une idée de cette mentalité, qui explique n'importe quel événement ou courant d'idées en terme de conjuration ou d'origines secrètes. Ainsi certains milieux intégristes soutiennent avec l'abbé Bertuel et ses disciples que l'islam est une « entreprise juive ».

Finalement, cette vision du monde peut mener des inté-

gristes comme ceux de « Diffusion de la Pensée Française » (centre de Chiré) à proposer aux lecteurs les ouvrages révisionnistes de Faurisson, Serge Thion ou Thies Christophersen, antérieurement distribués exclusivement par des groupuscules néo-nazis. Il ne faut pas y voir d'intention commerciale, mais la croyance que tout fait présenté comme exact par l'historiographie « subversive » (lire post-révolutionnaire) est obligatoirement faux.

L'intégrisme catholique, composante minoritaire de l'extrême-droite française depuis 1945, est en fait l'attitude religieuse de la droite contre-révolutionnaire dont Stéphane Rials fait la seule vraie droite, par opposition aux « droites situationnelles » (14). De fait, depuis 1789, le terme « droite » n'est pas facilement assumé par ceux qui peuvent s'en réclamer, et qui se définissent en priorité par rapport, ou en opposition, à la gauche, au libéralisme. Or l'intégrisme et l'ultracisme forment, eux, un corpus doctrinal solide et ancien, enrichi par la pensée de Maurras, d'autant plus brillant dans la polémique et la recherche érudite que son objectif politique s'éloigne. S'il est incontestablement lié à des groupes nationalistes (F.N., mais aussi Œuvre Française, Restauration Nationale, « Garde Blanche ») l'intégrisme vit à leur marge, avec un système de références doctrinales fermé : Blanc de Saint-Bonnet, Albert de Mun, Sarda y Salvany, n'évoquent rien à l'immense majorité des catholiques pratiquants, même politiquement conservateurs. Comme l'Action Française, il est une école de pensée, mais ne joue pas, vis-à-vis du reste de la droite, le rôle de centre de formation, de lieu de passage obligé. Ayant perdu depuis 1873 tout espoir de rétablir l'Etat sur des principes monarchiques et théocratiques, il doit assumer le difficile statut d'un mouvement de clercs désavoués par l'Eglise, fidèle à des prétendants hostiles ou inconnus. Le schisme d'Ecône, s'il lui donne quelque attention médiatique, devrait suivre la même évolution sectaire que ceux qui l'ont précédé.

(14) Stéphane Rials, « La droite ou l'horreur de la volonté », in *Révolution et contre-révolution au XIX^e siècle*, Albatros, Paris, 1987.